



COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL (USN) du 10 mars 2019 à Djibouti

La première conférence de l'Union pour le salut national (USN) reconstituée s'est tenue le dimanche 10 mars 2019 à Djibouti.

La conférence s'est fixée comme objectif de présenter la nouvelle entité devant la presse et face aux citoyens Djiboutiens et à la communauté internationale.

Les intervenants présents étaient :

- 1- M. Adan Mohamed Abdou, Président de l'USN et de l'ARD, Alliance républicaine pour le développement;
- 2- M. Abdourahman Djama Andoleh, Président du PMP, Parti pour le Mérite et le progrès;
- 3- M. Daher Robleh Ibrahim, 1er Vice-président de l'UDJ, Union pour la Démocratie et la Justice;
- 4- M. Ismaël Abdillahi Doualeh, Vice-président du PND, Parti National Démocratique ;
- 5- M. Houssein Robleh Dabar, 3ème Vice-président de l'UDJ, Union pour la démocratie et la Justice ;

Le président de l'USN nouvellement élu, Adan Mohamed Abdou, a présenté la situation qui prévaut à Djibouti avant d'adresser un message de bienvenue au président de la République française Emmanuel Macron en visite officielle à Djibouti le lendemain de la conférence.

Par la même occasion, le président de l'USN a rappelé les engagements d'Emmanuel Macron pour la fin de la Françafrique et pour l'appui à l'état de droit dans les pays d'Afrique. De surcroît, le président de l'USN demande expressément au président Emmanuel Macron de rappeler à Ismaël Omar Guelleh de devoir quitter sa fonction présidentielle à la fin de ce 4^e mandat.

Le pouvoir du régime d'Ismaël Omar Guelleh perdure depuis 40 ans et la population est à bout de souffle. La vérité doit être dite à Ismaël Omar Guelleh.

Tout a changé depuis les réformes initiées par l'Éthiopie et Djibouti ne doit pas être en reste de ces changements et construire un État de droit. Pour ce faire, l'USN appelle à une transition pacifique qui doit couper court avec le passé.

La nation djiboutienne est au bord du délitement, c'est pourquoi l'USN est sur le terrain conformément à l'emblème USN signifiant « Ensemble, sauvons le pays ».

L'USN demande un changement radical du régime pour aboutir à un État de droit à Djibouti.

Ainsi se présente dans les grandes lignes le projet de l'USN.

Les revendications de l'USN sont rappelées brièvement puisqu'elles sont identiques à celles affichées depuis janvier 2013 à la création de la coalition.

L'USN a fait sa renaissance et est déjà sur le terrain. Quatre formations sont présentes aujourd'hui et les autres formations sont attendues ultérieurement.

Avant de conclure son intervention en français, le président de l'USN a exprimé son indignation à l'endroit de la justice française qui risque de faire extradier le grand combattant de la liberté, le président du FRUD, Monsieur Kadamy.

Le président de l'USN explique que tout le peuple djiboutien, l'USN et les partis qui la composent sont contre cette idée et expriment un soutien total à Mohamed Kadamy.

L'USN avertit le président Emmanuel Macron que la France ne pourra se prévaloir d'état de droit si sa justice se met au service et aux ordres de dictateurs, pour extraditer un militant de la démocratie et un militant des droits de l'homme et le remettre à la dictature. Cela n'a jamais eu lieu dans un état de droit comme la France.

Le président de l'USN dit avoir honte pour la France et pour sa justice. La dernière fois, c'est de l'Éthiopie que M. Kadamy avait été extradité ainsi que ses compagnons. Aujourd'hui l'Éthiopie est en train de devenir un état de droit où se réfugient les personnes persécutées.

Il serait malheureux, rappelle le président de l'USN, que la France se comporte comme des dictatures en Afrique. L'USN veut dire très clairement à Monsieur Macron de laisser en paix Monsieur Kadamy.

Interventions des dirigeants USN en langues nationales

1-Adan Mohamed Abdou, Président de l'USN et Président de l'ARD

Bismillahi arrahmani rahim Aujourd'hui, ici, en tant que USN, nous sommes en conférence de presse.

L'USN commence son travail et démontre ce qu'elle fait dans le pays. Elle voudrait que le peuple de Djibouti soit témoin de ces actions ainsi que le monde. L'USN réitère les mêmes revendications.

De plus, cette semaine, nous avons la visite à Djibouti du président français Emmanuel Macron, qui avait déclaré en 2016, alors qu'il était candidat aux élections présidentielles en France, qu'il contribuerait à la démocratie et à l'état de droit en Afrique.

Nous souhaitons lui rappeler cela. Lorsqu'il sera en entretien officiel avec IOG, nous voudrions qu'il parle avec IOG et lui dise la vérité sur les exactions et l'absence de liberté et de démocratie à Djibouti.

Il n'existe à Djibouti qu'une seule radio nationale et un seul journal d'État. Nous lui demandons de ne pas aider la dictature djiboutienne.

Par ailleurs, nous sommes choqués de l'attitude de la France à l'égard de l'affaire Kadamy.

Mohamed Kadamy, président du FRUD est le doyen de l'opposition djiboutienne. Le menacer d'extradition est inadmissible.

Que nous soyons USN et plus généralement peuple de Djibouti, nous sommes tous contre cette extradition et nous sommes tous aux côtés de M. Kadamy.

Que l'on donne la paix à Kadamy et que Monsieur Macron arrête cette injustice dans son pays.

Nous ne vivons pas une époque où l'on doit soutenir des dictateurs mais les remettre à leur place.

Autrefois la France était connue comme le pays des droits de l'homme. Si aujourd'hui la France se comporte comme un pays de dictateur, alors elle doit savoir qu'elle a perdu son honneur.

2-Djama Abdourahman Andolé, Président du PMP

Je voudrais m'adresser spécialement aux habitants de Balbala, banlieue de la capitale de Djibouti.

Les pères et les mères qui vivent à Balbala, alors que vous avez une dizaine d'enfants sans activité cloîtrés chez vous, le régime vous fait appel en échange de quelques bottes de kat.

Comment ce père de famille ne demande pas à faire embaucher ses enfants et se contente d'accepter les bottes de kat ? Les mères de ces familles doivent demander à leurs maris de réclamer le droit au travail de leurs enfants.

Cela signifie que nous avons même perdu les bons réflexes de demander simplement le respect des droits de nos enfants. Comment serons-nous sensibles à nos concitoyens dans leur ensemble si nous ne sommes pas sensibles à nos propres enfants ? Pères et mères Djiboutiens, vous voyez comment le monde fonctionne. Vous voyez ce que les Algériens ont réussi à réaliser. Vous avez autrefois combattu les colons les mains nues, alors qu'aujourd'hui, vous n'êtes pas en mesure de nettoyer la rue en face de chez vous, de refuser les drogues que l'on vous livre.

Dans de telles situations, comment allez-vous en vouloir à d'autres plutôt qu'à vous-mêmes ? Comment pouvez-vous accepter de vivre dans des tôles brûlées par le soleil ?

Le régime se nourrit tout seul et vous demande de roter. Mais comment roter si l'on n'a rien mangé ? Nous sommes une population qui n'a plus les moyens de se nourrir alors que l'argent existe à Djibouti. Aussi, je vous dis qu'il vous appartient de prendre votre destin en main. Si vous vous mobilisez, les choses pourront changer. Dans le cas contraire, elles ne feront que s'aggraver et aggraver votre mal de vivre.

Nous vous invitons à rejoindre l'USN, pour qu'ensemble nous puissions défendre nos droits de citoyens. Le tribalisme n'existait pas quand le peuple était uni. Il est temps pour tout le monde de se réveiller et de se prendre en charge. Merci de votre attention.

3-Daher Robleh Ibrahim, 1er Vice-président de l'UDJ

Bismillah arrahmani rahim

Nous nous sommes retrouvés ici aujourd'hui pour un rassemblement des forces de l'opposition afin de reconstruire l'USN.

L'objectif de l'USN est de construire un projet pour le peuple et pour le pays. Nous demandons au peuple de Djibouti d'être attentif et de tendre l'oreille. Nous nous adressons à ce peuple de Djibouti pour qu'il prenne sa responsabilité. Le régime a toujours menacé que la paix ne serait pas préservée si la population ne restait pas sagement en place. Aujourd'hui nous voyons tous ce que cette idée de « paix » a provoqué : comme le laisser aller, la pauvreté ou les maladies chez la population.

La patience de la population était basée sur une confiance qu'elle avait accordée au régime.

Demain à l'occasion de nouvelles élections, le même régime reviendra devant vous et vous demandera de lui faire confiance et de ne pas vous soulever.

La confiance que l'on pouvait avoir dans ce régime est terminée. Que ce soit sur le plan de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, tout le monde voit aujourd'hui les conséquences de votre silence. On a vu la jeunesse fuir vers l'étranger pour échapper à la misère, au chômage et à l'absence de l'éducation.

Des jeunes ingénieurs, des diplômés dans tous les secteurs des études sont cloîtrés dans leurs maisons, ne sachant quoi faire pour gagner leur vie.

La valeur des études que ces jeunes ont suivie se révèle sans intérêt puisque ceux-ci ne peuvent pas en profiter ni pour vivre ni pour construire leur pays. Aujourd'hui, des révolutions pacifiques se sont produites dans le monde et nous souhaitons que les mêmes changements adviennent dans ce pays dans la paix et pour préserver la paix. Nous appelons le peuple à prendre conscience de cet enjeu et à rejoindre l'opposition. Merci de votre attention.

4-Ismael Abdillahi Doualeh, Vice-président du PND

Bismillahi rahman, wa salaatu wa sallaamu ala achrafil mouraslin. Sayyidi wa habibi wa nuur qalbi md

Chers frères. Sachez pourquoi ce matin nous nous sommes réunis en conférence USN !

Parce que nous voulons ensemble faire aboutir la victoire de la justice et mettre un terme à l'injustice. Que l'égalité vienne prendre la place de l'inégalité. Que la paix entre les citoyens vienne prendre la place des risques de conflit.

C'est cela que nous recherchons. Votre engagement est votre part de contribution indispensable pour sauver vos familles, pour sauver vos enfants et vos parents. Vous avez tous la responsabilité de prendre cet engagement.

Celui qui n'est pas conscient de sa responsabilité commet un non sens par rapport à son divin créateur à qui il rendra des comptes.

Je demande au président IOG de ne pas oublier que les populations de Balbala sont aussi les enfants du pays et qu'il ne peut pas continuer de les traiter comme ils le sont actuellement, enfermés dans des têtes brûlantes.

Vous ne pouvez pas oublier que les enfants de Djibouti doivent être traités sur un pied d'égalité. Des enfants qui ont droit à l'eau fraîche à côté d'enfants sans accès au robinet, ne sont-ils pas les uns et les autres les mêmes enfants du pays ?

Nous voulons une fraternité au sein de la population et nous voulons sauver notre pays. Merci.

5-Houssein Robleh Dabar, 3ème Vice-président de l'UDJ

Mes amis de l'USN ont effectué un grand tour des thèmes.

Je voudrais compléter avec un témoignage en soutien à Mohamed Kadamy.

Nous sommes choqués d'entendre que le gouvernement français risque de l'extrader vers Djibouti.

La France doit savoir que nous sommes tous aux côtés de Mohamed Kadamy, que nous soyons USN ou que nous soyons le peuple de Djibouti en général. Ce serait une décision terrible que de faire extradier Mohamed Kadamy vers le pays de la dictature. Un homme qui vit depuis 40 ans dans le pays français et qui n'a pas l'occasion de vivre dans son pays, comment se fait-il que ce pays qui se dit pays des droits de l'homme veuille l'extrader ?

Le gouvernement français ignore-t-il le dernier massacre commis à Bouldhouqo et que le même dictateur se prépare à un cinquième mandat présidentiel ? Nous sommes ainsi également contre le 5^e mandat du dictateur IOG. Monsieur le président de la France, comment pouvez vous prendre le parti du dictateur IOG alors que le peuple djiboutien est aux côtés de Mohamed Kadamy ?

Nous appelons aussi les jeunes Djiboutiens à se tenir aux côtés de Mohamed Kadamy.

L'Éthiopie qui autrefois extradait les opposants des pays voisins est en train de devenir une démocratie. Comment la France peut-elle devenir un pays qui extrade des opposants ? Merci encore.

CONCLUSION

La première conférence de l'USN s'est clôturée en fin d'après-midi et a permis de jeter les bases de la relance de la coalition.

Une nouvelle charte et un nouveau règlement intérieur seront discutés.

Un prochain congrès se tiendra avec plus de formations présentes et le nom de la coalition USN pourrait être changé si la majorité du congrès le met au vote.

Fait à Djibouti, le 17 mars 2019